

La défense militaire de l'Europe

Colloque organisé à Bruxelles,
par l'Institut belge de Science politique du 13 au 16 mai 1963,
sous le patronage de l'OTAN et du Gouvernement belge

Introduction

par Marcel GREGOIRE,
Président de l'Institut belge de Science politique.

★

L'Initiative du premier colloque international organisé par l'Institut belge de Science politique a été caractérisée par son président, notamment en ces termes.

« Le thème dont nous traiterons tout au long de ces quatre journées n'est pas de ceux que l'on aborde sans crainte. L'immensité du problème, les conséquences vitales attachées à sa solution, les dangers de mal le poser, de mal l'analyser ou de mal le résoudre exigent une lucidité dans la vision, une rigueur et une honnêteté dans le raisonnement, un courage dans les conclusions qui incitent à la modestie, à la réserve, voire à l'abstention.

Il serait vain cependant de se dérober. Lorsque l'Institut belge de Science politique a décidé, il y a quelques mois, d'en faire l'objet de ce colloque, la défense militaire de l'Europe était certes déjà à l'ordre du jour : a-t-elle jamais cessé de l'être depuis la fin de la deuxième guerre mondiale ? Les discussions auxquelles elle donnait lieu n'avaient cependant pas atteint ce point culminant qui est aujourd'hui le leur.

Trois séries de faits sont à l'origine de cette évolution :

D'abord, les bouleversements survenus dans la technique militaire. En 1949, au moment de la négociation du Pacte Atlantique, les Etats-Unis disposaient encore du monopole de l'armement atomi-

que. Quand ils le perdirent, ils purent se croire, pendant quelques années, à l'abri des représailles massives. Aujourd'hui, la portée, la précision et le nombre des missiles balistiques les rendent aussi vulnérables que n'importe quel autre pays au cas où la guerre nucléaire viendrait à fondre sur eux.

En 1949, par ailleurs, l'Europe était encore exsangue et tenue à bout de bras par les Américains. Depuis, elle a opéré industriellement et financièrement le spectaculaire redressement que l'on sait. Avec cette double conséquence que, se sentant plus forte, l'Europe ou, du moins, ses principaux Etats, se voudraient moins dépendants et désireraient davantage façonner eux-mêmes leur propre destin, et d'autant plus qu'il est plus menacé. Tandis que, de leur côté, se considérant comme moins riches, — la richesse est, en effet, affaire de comparaison, — les Etats-Unis répugnent à supporter, dans la proportion où ils le font, le poids d'une défense militaire profitable à tous.

Enfin, depuis 1949, le pacte de l'OTAN a subi le feu de l'expérience. Suez, le Liban, Goa, le Congo, le Katanga, le Laos, l'Algérie, Cuba furent autant d'événements qui mirent à l'épreuve la solidarité atlantique et la conception que chacun s'en fait. En faisant apparaître ses manques, ils donnèrent du même coup, le désir d'une révision... En manière telle qu'aujourd'hui, il n'est plus possible de le contester : les politiques de frappe, en

risquant de passer du stade de la conception à celui de l'exécution, pèsent d'un poids redoutable sur les relations internationales et même sur la politique intérieure des divers pays. Non seulement, elles font se reposer la forme et le contenu de l'alliance atlantique et amènent à reconsidérer ce que pourrait être la future Europe. Mais elles furent, on le sait aujourd'hui, au cœur des difficultés qui conduisirent à la rupture des négociations entre la Grande-Bretagne et le Marché Commun ; elle obligent les Etats à repenser le problème de leur armée, de son recrutement, de ses effectifs et de sa structure ; elles sont même jusqu'à mettre en cause la forme démocratique des décisions les plus fondamentales à prendre par les Etats et dont peut dépendre la survie de nos sociétés.

C'est ce qui justifie l'intervention et l'initiative de l'Institut belge de Science politique. Pour aider à voir clair sur ces différents points et sur d'autres qui y sont liés, il a invité à se réunir des spécialistes des diverses disciplines, venus de tous les pays et de tous les milieux de l'OTAN pour qu'ils analysent les données d'un problème en pleine transformation et en discutent avec une totale franchise et une entière loyauté.

Il est entendu que chacun parlera à titre personnel sans engager l'organisation, l'institution ou le groupement auquel il peut appartenir. La valeur intrinsèque des opinions émises sera le seul critère

qui servira à les distinguer. La confrontation que nous avons organisée est exempte, par ailleurs, de toute arrière-pensée d'apriorisme, de manœuvre ou de combinaison. L'Institut belge de Science politique souhaite, fort simplement, être un lieu de rencontre, un modeste laboratoire qu'illustrent présentement les personnalités qui lui ont fait l'honneur de répondre à son invitation et où des hommes, venus de tous les horizons, mettent en lumière leurs convergences et leurs divergences dans l'espoir qu'une libre confrontation aidera à proposer des solutions ; où chacun, s'il a des attaches partisanses, — et c'est le cas, au sens le plus élevé du mot, de la plupart d'entre nous — est prié non pas de les oublier, mais, au contraire, de toujours s'en souvenir, précisément pour surveiller et contrôler l'influence qu'elles pourraient avoir sur ses interventions.

Notre effort, associé à celui de beaucoup d'autres, s'inscrira ainsi dans ce qui constitue la préoccupation fondamentale des hommes de notre siècle : découvrir la meilleure manière d'éviter la guerre entre les nations tout en assurant aux personnes la plus grande liberté possible.

C'est là, sans doute, affaire de bonne volonté. Mais c'est aussi affaire de technique, et il faut dès lors l'étudier sous cet angle. La partie, certes, est difficile. Mais l'enjeu vaut la peine qu'elle soit tentée... »



Introduction

by Marcel GREGOIRE.



The initiative of the first international colloquium to be organised by the Belgian Institute for Political Science was characterized by its president as follows :

« *The theme we are going to study during the next four days, doesn't belong to those which one takes up without any apprehension. The immensity of the problem, the vital consequences that*

are attached to its solution, the dangers of putting it in the wrong way or of inadequately analysing or solving it, require lucidity of vision, strictness and honesty in reasoning, courage in concluding, all of which inspire modesty, reserve and even abstention.

However, it would be vain to abstain from it all. When the Belgian Institute for Political

Science, some months ago, decided to make it the subject of this colloquium, the military defence of Europe certainly was already a question of the day: has it ever ceased to be since the end of World War II? The discussions to which it gave rise, however, hadn't reached the actual climax.

Three series of facts stand at the origin of this evolution:

First, the revolution in military technique. In the year 1949, at the moment of the negotiation of the Atlantic treaty, the United States still possessed the monopoly of nuclear armament. When eventually having lost it, they could, for some years, believe themselves safe from massive retaliation. At this moment, the range, the precision and the number of ballistic missiles render them as vulnerable as any other country in case of nuclear war.

On the other hand, in 1949 Europe was still extenuated and being sustained by the Americans. Since then it has operated the well known spectacular revival in industry and finance. This had the double consequence that Europe, or at least its principal nations, feeling stronger, wished themselves more independent and wanted more and more to make their own destinies — and the more so as they came to stand under greater menace. Whereas the United States, feeling less rich — wealth is in fact the point of comparison — were unwilling to bear, as they do now, the weight of a military defence which is profitable to all.

Finally, since 1949, the Treaty underwent the ordeal of experience, Suez, the Libanon, Goa, the Congo, Katanga, Laos, Algeria, Cuba, were events that put atlantic solidarity and everyone's conception of it to the test. By throwing the light on its faults, at the same time they caused a desire of revision... In the actual circumstances it is not to be denied that the policies of the striking force, risking to pass from the stage of design to that of execution, put a heavy stress on international relations and on the interior politics of several countries. They did not only cause the form and the contents of the atlantic alliance to be reconsidered and lead to reconsideration of what will be the future Europe; they also lay at the base of the difficulties that led to the breaking off of the negotiations between Great-Britain and the

Common Market. They force the States to reconsider the problem of their armies, the recruiting of them, their personnel and structure; they even lead to the questioning of the democratic form of the most fundamental decisions to be made by the States, of which may depend the survival of our societies.

This justifies the intervention and the initiative of the Belgian Institute for Political Science. In order to help in clearing the view on these different points and on others that are connected with them, it has invited specialists of several branches, from all countries and all circles of NATO, to meet and to analyse the elements of a problem that is in full transformation and to discuss them in complete frankness and loyalty.

Evidently each of them will speak strictly for himself, without involving the organisation, the institution or the group he may belong to. The intrinsic value of the opinions here expressed will be the sole element whereby they will be distinguished. Moreover, the confrontation which we have organised, is free of every afterthought of apriorism, manoeuvre or combination; the Belgian Institute for Political Science, merely and simply wants to be a meeting place, a modest laboratory, actually illustrated by the personalities who have honoured us by replying to our invitation and where men, who have come from every horizon, will throw light on their convergencies and divergencies, hoping that free confrontation will aid in the suggestion of solutions; where everyone who has bonds of partisanship — and in its most elevated sense this applies to most of us — is requested not to forget them but, on the contrary, always to bear them in mind, precisely in order to control the influence they might have on their interventions.

Our effort, associated to many others, will be in line with the fundamental preoccupation of the men of our century: discovering the best way of preventing war between nations, at the same time granting the greatest possible liberty to the individual.

This is, without any doubt, a matter of goodwill; it is equally a matter of technique — and consequently it is to be studied from that angle. The game is indeed difficult; but the stake is worth the trouble of trying... »